Cela va-t-il durer ?

Dans son scénario de base, la Banque Centrale Européenne (BCE) prévoit un retour à une inflation de 2,1% en 2023 et à 1,9% en 2024. Cela ne signifie pas que le niveau de prix de certains éléments du panier cesserait d'être élevé, simplement qu'il se stabiliserait. Prenons l'exemple de l'essence. Admettons qu'elle soit de 2€ le litre en 2022, elle passerait à 2,04€ le litre en 2023.
La BCE reste toutefois très prudente. Dans la première fiche, on a vu que plusieurs causes expliquent l'inflation actuelle : l'augmentation des coûts de l'énergie et des produits alimentaires, les pénuries de certains biens manufacturés et les marges excessives de certaines entreprises.
Ces phénomènes traduisent plusieurs tendances fondamentales de l'économie :

- **La crise écologique.** La guerre en Ukraine provoque une baisse de l'approvisionnement des ressources énergétiques, mais aussi naturelles, alimentaires (cuivre, blé...), ce qui fait augmenter les prix. A long terme, c'est l'épuisement des ressources par notre système économique qui tend à accroître les prix. L'inflation risque de s'installer au fur et à mesure que la crise écologique s'aggravera.

- **La globalisation.** La pandémie a perturbé la production mondiale, en particulier celle provenant de Chine, créant des difficultés d'approvisionnement et augmentant les prix de certains composants (semi-conducteurs, puces électroniques...). L'inflation provient donc aussi de la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales, exposées à divers chocs imprévisibles (pandémie, tremblements de terre, catastrophes climatiques...).

- **Le pouvoir des grandes entreprises.** Les grosses entreprises augmentent artificiellement leurs prix et leurs profits, parce qu'elles sont en position dominante sur leur marché (manque de concurrence). La pandémie et la perturbation des chaînes d'approvisionnement semble avoir aggravé le phénomène.

Si ces facteurs perdurent, l'inflation risque d'être autre chose qu'un phénomène temporaire.
Pour éviter cela, les gouvernements doivent agir :

- En accélérant les investissements de l'Etat et des entreprises dans la transition écologique. Il faut diminuer notre dépendance aux ressources énergétiques et naturelles, afin d'éviter que leur prix augmente : électrification de l'industrie, transition énergétique vers le renouvelable et, si nécessaire le nucléaire, isolation thermique du parc immobilier, économie circulaire... Ces actions sont indispensables pour freiner le réchauffement climatique et protéger les citoyens de l'inflation.

- En relocalisant en Europe certaines industries présentes actuellement ailleurs. De cette façon, nous nous protégerons contre les augmentations de prix liées à la pénurie mondiale de certains composants. L'UE a commencé à le faire en matière de production de semi-conducteurs.

- En empêchant les grandes entreprises de gonfler artificiellement leurs prix, ce qui suppose de renforcer le droit de la concurrence, de les forcer à augmenter les salaires et de taxer leurs surprofits.